

Audience publique du 14 juillet 2009

Recours formé par Monsieur ...,
contre une décision du bourgmestre de la Ville de Luxembourg
en matière d'installation de mobilier urbain

Vu la requête inscrite sous le numéro 25207 du rôle et déposée au greffe du tribunal administratif le 22 décembre 2008 par Maître Roy Reding, avocat à la Cour, inscrit au tableau de l'Ordre des avocats à Luxembourg, au nom de Monsieur ..., demeurant à L-..., tendant à l'annulation d'une décision du 19 septembre 2008 par le bourgmestre de la Ville de Luxembourg lui refusant l'autorisation d'installer des boîtes de distribution de journeaux ;

Vu l'exploit de l'huissier de justice Guy Engel, du 13 janvier 2009, demeurant à L-2441 Luxembourg, 282, rue de Rollingergrund, portant signification de ce recours à la Ville de Luxembourg, établie à l'Hôtel de Ville de Luxembourg, L-1648 Luxembourg, 42, place Guillaume ;

Vu le mémoire en réponse déposé par Maître Rosario Grasso, avocat à la Cour, inscrit au tableau des Ordres de l'avocat à Luxembourg, au nom de la Ville de Luxembourg au greffe du tribunal administratif le 1^{er} avril 2009 ;

Vu le mémoire en réplique déposé par Maître Roy Reding au nom de Monsieur ... au greffe du tribunal administratif le 28 avril 2009 ;

Vu le mémoire en duplique déposé par Maître Maître Rosario Grasso au nom de la Ville de Luxembourg au greffe du tribunal administratif le 20 mai 2009 ;

Vu les pièces versées en cause ;

Entendu le juge-rapporteur en son rapport ainsi que Maître Sophie Pierini, en remplacement de Maître Roy Reding et Maître Fanny Mazeaud en remplacement de Maître Rosario Grasso en leurs plaidoiries respectives à l'audience publique du 17 juin 2009.

Le mandataire de Monsieur ... se vit adresser un courrier du bourgmestre de la Ville de Luxembourg daté au 19 septembre 2008 ayant la teneur suivante :

« J'ai l'honneur de m'adresser à vous dans le cadre de l'affaire émarginée.

Par la présente, j'ai le regret de vous informer que je ne peux pas faire droit à la demande de vote client, Monsieur

La Ville a récemment été contactée par Madame la Secrétaire d'Etat la Culture, à l'Enseignement supérieur et à la Recherche au sujet de la mise en place des boîtes pour la distribution des journaux, ceci alors qu'il est absolument nécessaire d'élaborer un concept cohérent ensemble avec ses services.

Dans le cadre dudit concept, la Ville envisage de mettre en place un modèle de boîte de distribution, destiné à recevoir plusieurs publications. Ce modèle de boîte aura également pour but de remplacer les boîtes de distribution existantes à l'heure actuelle, lesquelles avaient déjà été autorisées.

Au vu des développements qui précèdent, il ne sera délivré aucune nouvelle autorisation ayant pour objet l'installation de boîtes de distribution supplémentaires de journaux.

Je tiens encore à vous signaler que, notamment pour des raisons de place et de sécurité des usagers des moyens de transport en commun, aucun éditeur ne s'est vu autoriser d'installer des boîtes de distribution dans les autobus de la Ville.

En application du règlement grand-ducal du 8 juin 1979 relatif à la procédure à suivre par les administrations relevant de l'Etat et des communes, je tiens à vous informer qu'un recours en annulation contre la présente décision peut être introduit devant le tribunal administratif dans un délai de 3 mois à partir de la présente notification, par requête signée d'un avocat a la Cour. »

Par requête déposée au greffe du tribunal administratif le 22 décembre 2008, Monsieur ... a fait introduire un recours en annulation contre ledit courrier du bourgmestre de la Ville de Luxembourg.

La Ville de Luxembourg estime que le courrier que Monsieur ... lui a adressé le 6 mai 2008 ne saurait être assimilé à une demande valablement introduite. De plus, par courrier du 1^{er} juillet 2008, Monsieur ... n'aurait fourni que des détails à la Ville de Luxembourg concernant son projet.

Il ressort des pièces déposées que le mandataire de Monsieur ... s'est adressé à travers un courrier du 6 mai 2008 au bourgmestre de la Ville de Luxembourg afin de solliciter l'autorisation de fixer des boîtes de distribution de journaux gratuits sur les 26 emplacements situés sur la voie publique aux endroits où les sociétés ... et ... ont été autorisées à fixer des boîtes de distribution.

La demande initiale introduite date dès lors bien du 6 mai 2008 et non pas seulement du 1^{er} juillet 2008, tel que soutenu par la partie demanderesse.

En effet, le courrier du 1^{er} juillet 2008 émanant également du mandataire de Monsieur ... fait suite à une demande de renseignements supplémentaires du 23 mai 2008 de la part du bourgmestre de la Ville de Luxembourg laquelle précise : « Afin de permettre aux services de la Ville d'examiner la demande de Monsieur ... en toute connaissance de cause, celui-ci voudra bien me transmettre des renseignements complémentaires concernant

- le but, le public ciblé et le contenu du futur journal
- le modèle de boîte de distribution envisagé

- *la parution du journal (quotidienne ou hebdomadaire, date de sortie du premier numéro) ».*

S'il est certes exact que le courrier du 1^{er} juillet 2008 porte des précisions supplémentaires quant à la nature du journal à paraître, sur le public ciblé et sur la fréquence de parution, cette circonstance ne saurait avoir une quelconque influence sur la validité de la demande initiale introduite le 6 mai 2008.

La Ville de Luxembourg fait ensuite valoir que le tribunal administratif ne serait pas compétent *rationae materiae* pour statuer sur le recours en annulation introduit au motif que le courrier du bourgmestre du 19 septembre 2008 ne constituerait qu'une simple information et non pas une décision finale.

Le bourgmestre de la Ville de Luxembourg à travers un courrier du 19 septembre 2008 précise ce qui suit : « *Par la présente, j'ai le regret de vous informer que je ne peux pas faire droit à la demande de votre client, Monsieur ...* » et encore « *au vu des développements qui précèdent, il ne sera délivré aucune nouvelle autorisation ayant pour objet l'installation de boîtes de distribution supplémentaires de journaux* ».

Le tribunal tient à souligner que l'analyse du contenu de ladite lettre ne permet pas de confirmer les dires de la partie défenderesse en ce que le bourgmestre se serait contenté d'informer Monsieur ... du fait qu'« *aucune nouvelle autorisation ayant pour objet l'installation des boîtes à lettres ne sera pour l'instant délivrée compte tenu du fait que la Ville envisage la mise en place d'un nouveau modèle de boîte de distribution destiné à recevoir plusieurs publications* », étant donné que la dite lettre ne comporte pas l'indication « *pour l'instant* ».

Force est, par contre, de constater que malgré l'utilisation de la formulation « *je dois malheureusement vous informer* », le bourgmestre prend en des termes clairs et précis position sur la demande introduite par le mandataire de Monsieur ... le 6 mai 2008, telle que précisée le 1^{er} juillet 2008, en ce qu'il refuse de faire droit à sa demande, en lui refusant de la sorte l'autorisation sollicitée tendant à la mise en place de boîtes de distribution de journaux sur le territoire de la Ville de Luxembourg. Il a partant pris une décision produisant des effets juridiques affectant la situation personnelle du demandeur, donc une décision susceptible d'un recours contentieux.

Au vu des considérations qui précèdent, ledit courrier est à qualifier de décision administrative, de sorte que le moyen afférent est à écarter.

La Ville de Luxembourg conteste encore l'intérêt à agir de Monsieur ... compte tenu du fait que le bourgmestre n'aurait pris à son égard aucune décision.

L'intérêt à agir conditionnant la recevabilité d'un recours administratif ne doit pas seulement être né et actuel, effectif et légitime, mais encore personnel et direct¹.

En l'espèce, dans la mesure où la décision litigieuse concerne directement Monsieur ..., en tant qu'éditeur et administrateur du groupe de presse ..., qualités qui ne sont pas autrement contestés, envisageant de faire paraître un nouveau journal d'informations destiné à être distribué gratuitement, il y a lieu de retenir que l'annulation de l'acte attaqué lui confère

¹ Cf. TA 22 octobre 2007, Pas. adm. 2008, V° Procédure contentieuse, n° 9.

une satisfaction certaine et personnelle, de sorte que celui-ci a un intérêt suffisant pour agir en justice. Le moyen soulevé mettant en cause son intérêt à agir est dès lors à écarter.

Il y a ensuite lieu d'examiner le moyen soulevé par la partie demanderesse mettant en cause la compétence du bourgmestre à prendre la décision litigieuse au motif que la compétence appartiendrait au collège des bourgmestre et échevins.

S'il est certes exact, tel que soulevé par la partie défenderesse, que le demandeur n'invoque aucune base légale à l'appui de son moyen, il appartient néanmoins au tribunal de vérifier la compétence du bourgmestre en la matière étant donné que la question de l'organe administratif sur sa compétence constitue une question de fond touchant à l'ordre public et devant être soulevée d'office par le juge².

A ce titre c'est à bon droit que la Ville de Luxembourg se réfère au règlement communal concernant l'établissement d'étalages et de terrasses sur la voie publique ainsi que d'autres occupations privatives de la voie publique adopté par délibération communale du 16 décembre 2002.

L'article 1^{er} de ce règlement dispose : *« Toute utilisation du domaine public dépassant les limites de l'usage normal de celui-ci, en particulier toute utilisation privative des voies publiques, au niveau du sol, au-dessus ou en dessous de celui-ci est interdite sauf autorisation à délivrer selon les cas par le collège des bourgmestre et échevins ou par le bourgmestre seul »* ; tandis que l'article 2 précise que :

« Sous réserve des dispositions de la loi du 16 juillet 1987 concernant le colportage, la vente ambulante, l'étalage de marchandises et la sollicitation de commandes et sous réserve des dispositions applicables aux foires, marchés et kermesses, il est interdit de procéder sur la voie publique à l'étalage et à l'exposition de denrées, de marchandises ou d'autres objets, sauf autorisation du bourgmestre.

L'installation sur ou en bordure de la voie publique d'échoppes, de kiosques, de panneaux publicitaires, de comptoirs de vente, d'installations frigorifiques ou de stands mobiles est également soumise à autorisation du bourgmestre. Ces installations doivent être amovibles et ne peuvent être que purement superficielles ; leur profondeur ne peut dépasser 2 mètres et elles ne peuvent entraver les entrées particulières des immeubles.

L'autorisation délivrée par le bourgmestre est temporaire et révocable. Elle détermine la disposition, l'emplacement et l'envergure des installations et aménagements sur la voie publique ou donnant sur la voie publique ».

En application combinée des articles 1 et 2 du règlement cité ci-avant, l'autorisation sollicitée tombe dans le champ de compétence du bourgmestre, de sorte que le moyen soulevé n'est pas fondé.

La Ville de Luxembourg fait encore valoir que l'installation des boîtes de distribution de journaux sur la voie publique tomberait dans le champ d'application du règlement grand-ducal du 4 juin 1984 relatif à la publicité visée aux articles 37 et ss. de la loi du 18 juillet 1983 concernant la conservation et la protection des sites et monuments, de sorte qu'une autorisation du ministre ayant sans ses attributions les Affaires culturelles serait exigée. Etant

² Cf. TA 2 février 2004, Pas.adm. 2008, V° Compétence, n° 1.

donné que Monsieur ... n'aurait obtenu aucune autorisation de la part dudit ministre, il n'aurait de toute façon pas pu obtenir l'autorisation définitive sollicitée. Elle ajoute que même à supposer que le bourgmestre ait donné son accord pour l'autorisation de la mise en place des boîtes de distribution, cette autorisation aurait été privée d'effet jusqu'à l'obtention de l'autorisation exigée en matière de publicité. Il conclut que le tribunal devrait, au vu du caractère prématuré du recours en annulation, se déclarer incompétent, sinon déclarer le recours en annulation irrecevable.

Monsieur ... fait valoir que l'autorisation sollicitée ne serait pas visée par le règlement grand-ducal du 4 juin 1984.

Même à admettre que la mise en place de boîtes de distribution de journaux puisse être qualifiée de « *publicité* » au sens de la loi du 18 janvier 1983 et du règlement grand-ducal du 4 juin 1984 cités ci-avant, de sorte à nécessiter également une autorisation du ministre ayant dans ses attributions les Affaires culturelles, il n'en reste pas moins que l'autorisation octroyée par ledit ministre et celle accordée par le bourgmestre sont des autorisations indépendantes prises par des autorités différentes respectivement compétentes dans leur propre champ de compétence. En effet aucune disposition ne prévoit un ordre de priorité entre les autorisations requises, ni ne soumet l'octroi de l'autorisation actuellement litigieuse à la condition préalable d'une autorisation en matière de publicité, de sorte que le recours introduit à l'encontre de la décision du bourgmestre de la Ville de Luxembourg refusant à Monsieur ... l'autorisation pour l'installation de boîtes de distribution de journaux ne saurait être qualifié de prématuré. Le moyen soulevé est dès lors à écarter.

A l'appui de son recours, Monsieur ... fait valoir que le motif de refus invoqué résiderait dans une volonté arbitraire tendant à limiter la multiplication des boîtes de distribution tout en laissant subsister celles des concurrents, de sorte que la décision ne baserait sur aucune motivation légale. Il ajoute que le raisonnement du bourgmestre aurait dû conduire à la suspension des autorisations actuellement accordées ou à l'obtention de l'autorisation sollicitée sous réserve de la mise en place du modèle unique de boîte de distribution. Il estime que le détournement de pouvoir serait manifeste.

La Ville de Luxembourg répond que le demandeur n'aurait pas établi que le bourgmestre aurait pris sa décision sur des mobiles étrangers, de sorte qu'aucun détournement de pouvoir ne pourrait être retenu dans son chef. De même la commune n'aurait pas agi de manière arbitraire, voire de manière manifestement disproportionnée par rapport au but de la loi.

Force est au tribunal de rappeler qu'en application combinée des articles 1^{er} et 2 du règlement communal cité ci-avant l'utilisation privative des voies publiques, respectivement l'étalage et l'exposition d'objets sur la voie publique sont interdites, sauf autorisation du bourgmestre.

Le principe appliqué est dès lors celui de l'interdiction, laquelle peut être assortie de tempéraments en cas d'autorisation accordée par le bourgmestre.

Le règlement communal cité ci-avant ne contient pas de dispositions spécifiques réglant les conditions d'octroi de l'autorisation en cause.

S'il est dès lors certes exact que le bourgmestre dispose d'un pouvoir discrétionnaire en la matière, tel que souligné à juste titre par la Ville de Luxembourg, il n'en reste pas moins qu'un pouvoir discrétionnaire d'une autorité administrative ne s'entend pas comme un pouvoir absolu, inconditionné ou à tout égard arbitraire, mais comme la faculté qu'elle a de choisir, dans le cadre des lois, la solution qui lui paraît préférable pour la satisfaction des intérêts publics dont elle a la charge. Or, même lorsque l'autorité administrative compétente a un pouvoir discrétionnaire pour agréer ou refuser une demande, l'existence et la validité des motifs sont une condition essentielle de la légalité de l'acte et il appartient au juge administratif de vérifier si les motifs invoqués ou résultant du dossier sont de nature à justifier la décision attaquée³.

Dès lors, la question qui se pose en l'espèce est celle de savoir si la décision litigieuse est valablement motivée.

Il ressort de la décision du bourgmestre du 19 septembre 2008 que la Ville de Luxembourg a été contactée par le secrétaire d'Etat à la Culture, à l'Enseignement supérieur et à la Recherche au sujet de la mise en place des boîtes pour la distribution des journaux et que la Ville envisage de mettre en place un modèle de boîte de distribution destiné à recevoir plusieurs publications. Il est précisé par ailleurs que ce modèle de boîte aura également pour but de remplacer les boîtes de distribution existantes à l'heure actuelle et que dès lors aucune nouvelle autorisation ayant pour objet l'installation de boîtes de distribution supplémentaires ne sera délivrée.

Il ressort encore d'une lettre du 20 décembre 2007 du secrétaire d'Etat à la Culture, à l'Enseignement supérieur et à la Recherche que celui-ci s'est effectivement adressé au bourgmestre de la Ville de Luxembourg au sujet de la mise en place de mobilier urbain sur le territoire de la Ville de Luxembourg afin d'élaborer un concept cohérent afin d'éviter « *une concentration de mobilier qui, sous d'autres hospices, pourrait être apparentée à une pollution optique notamment à des endroits sensibles* ». C'est dans le cadre de cette lettre que la question de la mise en place de distributeurs de journaux a été abordée.

Enfin, il ressort d'une lettre du bourgmestre de la Ville de Luxembourg du 19 septembre 2008 adressée à la société ... responsable de la distribution du journal gratuit « ... » que celle-ci vient également de se faire refuser l'autorisation sollicitée pour l'installation d'une quarantaine de boîtes de distribution supplémentaires en prenant appui sur le courrier du 20 décembre 2007 mentionné ci-avant et sur le fait que la commune envisage de mettre en place un modèle de boîte unique.

Au vu de ces éléments, le tribunal retient que les motifs de refus invoqués sont de nature à motiver valablement la décision sous analyse. En effet au regard de la multiplication du mobilier urbain, l'élaboration d'un concept cohérent en général et la mise en place d'une boîte de distribution unique pour différents journaux en particulier sont à considérer comme des éléments justifiant la satisfaction des intérêts publics. De même, le fait de ne plus accorder, pour le moment, des autorisations en la matière, en attendant la mise en place d'une boîte unique, est également justifié dans la mesure où cette nouvelle boîte aura pour but de remplacer les boîtes existantes. A cela s'ajoute que le délai de 8 mois écoulé depuis la réception de la lettre du secrétaire d'Etat à la Culture, à l'Enseignement supérieur et à la Recherche et la prise de la décision litigieuse, sans avoir finalisé le modèle de boîte préconisé, n'est pas encore à considérer comme excessif.

³ Cf. TA 10 octobre 2007, n° 22641, Pas.adm. 2008, V° Recours en annulation, n° 25.

Au niveau du moyen soulevant un détournement de pouvoir, force est de constater que le détournement du pouvoir consiste dans l'utilisation d'une compétence du pouvoir réglementaire communal dans un but autre que celui pour lequel elle est conférée, ce qui amène le juge administratif à examiner si le mobile véritable de l'administration correspond à celui qu'elle a exprimé, étant entendu que la charge de la preuve afférente incombe au demandeur invoquant les faits par lui incriminés⁴.

Etant donné qu'il a été retenu ci-avant que la décision a été valablement motivée en ayant pris en considération l'intérêt général, aucun détournement de pouvoir ne saurait être retenu dans le chef du bourgmestre, d'autant plus que les vagues affirmations en ce que le bourgmestre aurait, sous de vain prétexte, refusé l'autorisation sollicitée afin de permettre aux concurrents de Monsieur ..., sous la main mise de partis politiques, de jouir pleinement de leurs propres autorisations et donc de nuire davantage à son activité restent en l'état de simples allégations.

Monsieur ... fait encore valoir que la décision serait disproportionnée.

S'il est certes vrai que lors de l'examen de l'exactitude des faits invoqués à l'appui d'une décision, de la pertinence des motifs dûment établis et du contrôle de cette décision sous l'aspect de la compétence, de l'excès ou du détournement de pouvoir, cette vérification peut s'étendre le cas échéant au caractère proportionnel de la mesure prise par rapport aux faits établis, cette faculté est cependant limitée aux cas exceptionnels où une flagrante disproportion des moyens laisse entrevoir un usage excessif du pouvoir par l'autorité qui a pris la décision, voire un détournement du même pouvoir par cette autorité. Elle ne saurait avoir pour but de priver le bourgmestre, qui doit assumer la responsabilité politique de la décision, de son pouvoir d'appréciation sur la nature et la gravité de la mesure qu'il lui incombe de prendre, si celle-ci est par ailleurs légale et n'est pas sujette à un recours en réformation. Il appartient à l'autorité compétente de peser en définitive la valeur des intérêts publics et privés en discussion et de prendre sa décision en conséquence en assumant à l'égard des intéressés, à l'égard des organes politiques qui ont pour mission de contrôler son activité et à l'égard de l'opinion publique la responsabilité de cette décision, de sa sévérité ou de sa clémence⁵.

En l'espèce, le tribunal ne saurait déceler, au vu des considérations qui précèdent aucune disproportion manifeste dans les moyens utilisés par le bourgmestre. A cela s'ajoute que s'il est certes exact que deux autres sociétés, à savoir les sociétés ... ont été autorisées à installer des boîtes de distribution, il y a lieu de souligner que suite au courrier du secrétaire d'Etat à Culture, à l'Enseignement supérieur et à la Recherche du 20 décembre 2007, transmis immédiatement en copie à la société ... en date du 14 janvier 2008, le bourgmestre a également refusé à la société ..., l'autorisation pour l'installation de boîtes de distribution supplémentaires.

Le fait que le bourgmestre n'a pas procédé au retrait des autorisations actuellement accordées aux sociétés ... ne peut pas non plus être considéré, en l'état actuel d'avancement du dossier, comme étant manifestement disproportionné.

Monsieur ... fait encore valoir qu'en lui refusant l'autorisation sollicitée, alors qu'il serait placé dans la même situation de fait et de droit que les deux autres sociétés ayant pu

⁴ Cf. TA 2 février 2004 (n° 16273), Pas. adm. 2008, V° Recours en annulation, n° 5.

⁵ Cf. CA 30 mars 2006 (n° 20768C), Pas. adm. 2008, V° Recours en annulation, n° 22.

bénéficier d'une autorisation, le bourgmestre aurait violé le principe d'égalité de traitement des administrés, au motif que cette différence de traitement ne serait pas objectivement justifiée. En s'appuyant sur un article du « ... » du 17/18 janvier 2009, il remarque que la société ..., aurait reçu postérieurement à la décision litigieuse du 19 septembre 2008, l'autorisation d'installer des boîtes de distribution supplémentaires de journaux sur le territoire de la Ville de Luxembourg, faisant état de ce que des citoyens dans une situation identique ou similaire ne seraient pas traités de façon égalitaire.

La Ville de Luxembourg rétorque que les trois intervenants en la matière se trouveraient dans une situation de fait différente, de sorte que le moyen tiré d'une rupture d'égalité de traitement serait dépourvu de tout fondement.

Si on peut admettre que les trois intervenants, à savoir les sociétés ... et Monsieur ... se trouvent dans une situation similaire en ce qu'ils interviennent, respectivement entendent intervenir sur le marché de distribution de journaux gratuits, il y a cependant lieu d'analyser si la différence de traitement mise en avant est établie.

A ce titre, il y a lieu de rappeler que s'il est certes exact que les sociétés ... disposent actuellement d'une autorisation pour la mise en place de boîtes de distribution pour journaux gratuits, il y a lieu de souligner que ces autorisations ont été accordées par le passé, à un moment où Monsieur ... n'intervenait pas encore en tant qu'acteur sur ledit marché.

Au moment où Monsieur ... s'adressait au bourgmestre de la Ville de Luxembourg, la situation inhérente à l'installation de boîtes de distribution pour journaux avait changé notamment en raison de l'intervention du secrétaire d'Etat aux Affaires culturelles.

Suite à cette intervention, la Ville de Luxembourg a décidé d'élaborer, en concertation avec les services des Affaires culturelles, un concept cohérent et de prendre les mesures qui s'imposent. La mise en œuvre de ce concept nécessitant un certain temps, la Ville de Luxembourg a décidé de ne plus délivrer des autorisations supplémentaires. Or, ce changement de position adopté ne s'est cependant pas limité à l'examen de la demande introduite par le demandeur mais également à l'examen de la demande introduite par la société ... tendant à obtenir l'autorisation pour l'installation d'une quarantaine de boîtes supplémentaires. En effet la Ville de Luxembourg a déjà fait parvenir à la société ... le courrier du secrétaire d'Etat à la Culture, à l'Enseignement supérieur et à la Recherche du 20 décembre 2007 en date du 14 janvier 2008 pour lui faire parvenir en septembre 2008 un refus d'autorisation pour l'installation de boîtes de distribution supplémentaires motivé de la même façon que le refus adressé à Monsieur Il s'ensuit qu'aucune inégalité de traitement ne saurait être retenue dans le chef de Monsieur ... au motif qu'actuellement tous les intervenants opérant sur ledit marché sont traités de façon égalitaire et que celui-ci ne saurait valablement se prévaloir de la situation ayant prévalu avant son intervention sur le marché.

Au niveau des affirmations de la partie demanderesse selon lesquelles la société ... aurait reçu l'autorisation de la Ville de Luxembourg pour l'installation de boîtes de distribution supplémentaires, il y a lieu de souligner qu'il ressort de la lecture de l'article versé qu'il ne s'agit pas de la distribution de journaux gratuits mais du journal « ... » à cinq endroits différents du pays. Les endroits se situant sur le territoire de la Ville de Luxembourg sont au ... devant l'agence dudit journal et devant le siège de l'hebdomadaire « ... » dans le quartier de la gare au Pour le surplus la Ville de Luxembourg souligne qu'elle n'a jamais délivré une autorisation au groupe ... pour l'installation de boîtes de distribution de journaux

et que lesdites boîtes sont installées sur des terrains privés, affirmations qui ne sont pas contredites par la partie demanderesse.

Au vu des considérations qui précèdent, le moyen soulevant une inégalité de traitement n'est pas fondé.

Le recours n'étant fondé en aucun de ses moyens, il est à rejeter.

Par ces motifs,

le tribunal administratif, troisième chambre, statuant contradictoirement ;

déclare le recours en annulation recevable ;

au fond le déclare non justifié partant en déboute ;

condamne la partie demanderesse aux frais.

Ainsi jugé par :

Catherine Thomé, premier juge,
Claude Fellens, juge,
Françoise Eberhard, juge,

et lu à l'audience publique du 14 juillet 2009 par le premier juge, en présence du greffier Judith Tagliaferri.

s. Judith Tagliaferri

s. Catherine Thomé

Reproduction certifiée conforme à l'original

Luxembourg, le 14.7.2009

Le Greffier du Tribunal administratif